



UNE SITUATION EXPLOSIVE

LA FRANCE ET LE MONDE AU BORD D'ÉRUPTIONS MAJEURES



THÈSES ADOPTÉES LORS DU VIII^E CONGRÈS
DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

I N T R O D U C T I O N

Tous les deux ans, la Gauche Révolutionnaire tient un Congrès qui permet à tous les militants de discuter en profondeur de la situation politique ainsi que de l'évolution de notre organisation. Notre Congrès des 23 et 24 mars 2019 a donc été la réunion la plus importante de l'année pour les militants de la Gauche révolutionnaire, un week-end de discussions crucial dans le tumulte de la situation. L'ambiance était très déterminée et combative, les militants « dopés » par le mouvement des gilets jaunes, les luttes ouvrières et les discussions dans les facs et les lycées.

Les thèses que nous publions ici ont été discutées en profondeur lors de notre congrès et des réunions de sections qui l'ont préparé. Elles ont été adoptées au vote et constituent notre

analyse de la période politique et des tâches qui en découlent pour notre organisation. Elles sont divisées en deux parties, une qui analyse le contexte international de la crise du capitalisme et l'autre centrée sur la France. Les luttes actuelles sont les premiers signes de mouvements plus éruptifs et profonds.

La Gauche révolutionnaire met tout en œuvre pour être de celles et de ceux qui, en s'organisant dans une organisation marxiste révolutionnaire, sauront challenger cette situation inédite pour mener la lutte décisive contre le capitalisme et construire le parti révolutionnaire de masse pour le socialisme. Si vous êtes d'accord avec nos analyses, nous vous invitons à discuter avec nous, à militer et à nous rejoindre. N'hésitez pas à nous contacter (voir dernière page).

S O M M A I R E

| | |
|--|----|
| INTERNATIONAL | 4 |
| I / LA CRISE ÉCONOMIQUE DU CAPITALISME | 4 |
| Où en est-on dans la crise ? | 4 |
| Tensions entre les capitalistes : guerre et conflits économiques | 5 |
| Les capitalistes s'attaquent aux travailleurs et aux populations | 5 |
| II / AFFRONTLEMENT EXPLOSIF ENTRE LES CLASSES | 6 |
| Résistance des travailleurs, éruptivité des masses | 6 |
| La bourgeoisie en crise | 7 |
| La crise rend tous les sujets explosifs | 7 |
| CONCLUSION | 9 |
| FRANCE | 9 |
| I / ÉCONOMIE FRANÇAISE | 9 |
| Des profits gigantesques pour les grands groupes | 9 |
| Il y a bien une crise du capitalisme | 9 |
| II / ÉTAT DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DE LA JEUNESSE | 10 |
| La classe ouvrière se paupérise | 10 |
| Nos droits sont de plus en plus réduits | 11 |
| La crise du logement continue | 11 |
| Le capitalisme n'offre aucun avenir à la jeunesse | 11 |
| III / QUEL BILAN PROVISoire DU QUINQUENNAT MACRON | 11 |
| Élection de Macron sur fond de crise politique | 11 |
| Une politique comme les autres au service des riches | 12 |
| IV / LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES | 12 |
| L'éruption d'une colère qui bouillonnait | 12 |
| L'attitude des organisations politiques et syndicales | 13 |
| Une classe dominante défiée | 13 |
| La question de la grève | 14 |
| Les revendications et la politisation compliquée | 14 |
| L'absence de structuration | 14 |
| Une période de luttes qui n'est pas finie | 14 |
| V / QUELLE RÉPONSE DU MOUVEMENT OUVRIER FACE À MACRON | 15 |
| Les syndicats | 15 |
| Du changement du côté du PCF ? | 15 |
| La France Insoumise est toujours la principale opposition à Macron mais risque de perdre son potentiel | 15 |
| VI / L'EFFONDREMENT CONTINUE POUR LE PS | 16 |
| VIII / LE RASSEMBLEMENT NATIONAL EN DIFFICULTÉ | 16 |
| IX / VOTONS FRANCE INSOUMISE AUX EUROPÉENNES | 17 |
| X / MACRON VA CONTINUER SES ATTAQUES, IL FAUT LE DÉGAGER ! | 17 |

INTERNATIONAL

La crise du capitalisme est l'élément qui domine toute la situation. Les tensions et l'instabilité sont exacerbées. En tant que marxistes, il est crucial d'en avoir une analyse globale (tant au niveau des tendances économiques que de la lutte des classes qui en découle) et précise (au niveau des relations entre les classes dominantes nationales et particulièrement inter-impérialistes, mais aussi du niveau de conscience et de lutte de la classe ouvrière) pour comprendre et anticiper les bouleversements et les explosions.

- I -

LA CRISE ÉCONOMIQUE DU CAPITALISME

Où en est-on dans la crise ?

Le capitalisme à l'échelle mondiale est toujours dans le long cycle de surproduction commencé dans les années 1970. Comme l'ont écrit Marx et Engels dès 1848 dans le *Manifeste du Parti communiste* à propos de ces crises de surproduction, « la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. (...) Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. - Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. ».

Lors de notre dernier Congrès de 2016, nous avons analysé que la « reprise économique » dont se targuaient les capitalistes n'était en fait qu'une reprise en trompe l'œil, à coup de spéculation, de création de bulles spéculatives et d'aggravation de l'endettement tant des États (dette publique) que des populations et des entreprises (dette privée). La politique des capitalistes a été de faciliter le crédit à très bas coût, avec des taux d'intérêts très bas voire nuls, avec la politique dite du « quantitative easing » (« assouplissement quantitatif »). Mais cela n'a pas eu d'impact significatif sur l'économie réelle. Comme nous l'avons analysé, cette politique a non seulement été inefficace, mais elle n'a fait qu'épuiser les marges de manœuvre des capitalistes et préparer les bases d'une nouvelle vague de la crise.

La période depuis le dernier Congrès a été marquée globalement par une croissance très basse, très lente, sans dynamisme, et surtout, qui n'était en aucun cas basée sur une croissance réelle des forces productives et encore moins sur une amélioration des conditions de vie de la population mondiale, y compris dans les pays où on pouvait observer une croissance du PIB ou une baisse des taux de chômage. Le niveau d'investissement reste extrêmement bas, avec une formidable concentration des capitaux (selon l'Institute of

Mergers, Acquisitions and Alliances, les rachats ou fusions d'entreprises en 2018 auraient atteint 3 800 milliards de dollars, + 4 % par rapport à 2017) et un enrichissement des plus grands capitalistes. L'ONG Oxfam qui ont rapporté que les 1 % les plus riches de l'humanité ont empoché 82 % des richesses créées l'année dernière.

La bourgeoisie est très méfiante sur les perspectives économiques. La croissance mondiale a été de 3,8 % en 2018 ; le FMI parle d'un « ralentissement plus rapide que prévu » et a déjà revu ses prévisions de croissance à la baisse avec 3,5 % en 2019 et 3,6 % en 2020. Certaines prévisions sont bien plus basses. Avec la perspective d'une nouvelle étape de la crise, de forts mouvements de panique sur les bourses ont déjà eu lieu fin 2018 et début 2019. À New York, le Dow Jones a perdu 13 % entre octobre et décembre, et à Paris, le CAC 40 16 %. Début février, les bourses ont perdu 4 000 milliards de dollars en une semaine.

Dans les 19 pays de la zone euro, la croissance n'a été que de 1,8 % en 2018 (elle était de 2,7 % en 2017) et la prévision est de 1,6 % pour 2019, mais elle sera très certainement revue à la baisse. La production industrielle y a connu son plus fort ralentissement depuis la crise financière. Le soi-disant moteur de la croissance économique européenne, l'Allemagne, a vu sa prévision de croissance abaissée par le FMI à à peine 1,3 % en 2019. La croissance du Japon, troisième économie mondiale, est estimée entre 1 et 1,2 % pour 2018. Ce que cela signifie donc, c'est que les principales économies sont en stagnation complète. Les économies les plus développées du capitalisme sont incapables de créer de la croissance et de sortir de la crise.

Le ralentissement de l'économie chinoise, avec 6,6 % en 2018 (et 6,2 % en perspective pour 2019 et 2020) aura un effet sur toute l'économie mondiale, au vu de sa contribution de près d'un tiers au PIB mondial. Si ces chiffres ont l'air élevés comparés à la France ou autre, ce qu'il faut bien voir, c'est que quand la croissance s'établissait à 11,4 % en moyenne sur les 15 années précédant la crise, il s'agit en réalité d'une véritable récession. Les pays dits « émergents » ont aussi vu leur croissance baisser fortement. L'Amérique Latine devrait connaître une hausse de son PIB de 1,9 % en 2019. La Turquie est en récession.

Aux États-Unis, si la croissance a été estimée à 2,8 % en 2018 dans un tel contexte, c'est grâce au crédit peu cher et aux mesures de relance, qui ont consisté en un cadeau aux entreprises de 1 500 milliards de dollars (via une baisse de l'impôt sur les sociétés de 35 % à 21 %). Mais cela n'a pratiquement pas eu d'effet sur l'embauche ou l'investissement de la part de ces entreprises. Avec la fin de ces mesures, la « croissance » va nécessairement ralentir. Néanmoins, elles ont fait s'envo-

ler la dette publique US à un niveau historiquement élevé de 22 000 milliards de dollars. Le budget pour le service de la dette aux US va bientôt dépasser le budget militaire ! Mais ce n'est pas qu'aux US. Le taux d'endettement total du monde est estimé à près de 250 000 milliards de dollars !

Tous ces facteurs rendent la situation économique extrêmement instable et volatile. La croissance mondiale est portée par celle des pays où les conditions de vie sont les plus arriérées alors que les « puissances » ne parviennent pas trouver les moyens d'une relance de leur économie. Les capitalistes n'ont aucune solution et sont totalement incapables de sortir le monde de la crise.

Tensions entre les capitalistes : guerre et conflits économiques

Les relations entre les différentes puissances capitalistes sont entièrement dominées par cette situation instable. La concurrence et les tensions économiques en ont été décuplées. La présidence de Trump aux US n'a fait qu'aggraver cette situation et la rendre encore plus imprévisible. Après avoir mis en place des hausses de taxes sur les importations chinoises qui ont déjà eu un fort impact, Trump a accusé la Chine de cyber-espionnage et de vol de propriété intellectuelle en décembre dernier et menacé de mettre en place 300 milliards de dollars de taxes supplémentaires. Cette menace de guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis est pour le moment en trêve car cela faisait peser de trop lourds risques sur l'économie mondiale. Les US sont également en conflit avec le Mexique et le Canada sur le nouvel ALENA (l'accord de libre échange nord-américain ou NAFTA, qui devrait donc désormais s'appeler USMCA). Le Canada refuse pour le moment de signer le nouveau traité à cause des barrières douanières que les US ont mis en place sur les importations de métaux. L'UE a aussi été visée économiquement par la mise en place d'une taxe de 25 % sur les importations d'acier en mars 2018, et a répliqué en mettant en place des contre-taxes en juin.

On voit bien là comment les bourgeoisies restent avant tout nationales, basées sur leurs États, dont les gouvernements ont comme fonction d'être leurs plus fervents défenseurs, bien loin des théories selon lesquelles le capital aurait « dépassé les frontières » ou serait devenu, on ne sait pas par quel tour de passe-passe, « supranational ». Les capitalistes sont dans une concurrence énorme pour essayer d'être celui qui va avoir le plus de marchés internationaux pour tenter d'écouler leur énorme production, pour avoir le plus de « partenaires » avec lesquels faire du business. Ainsi, on voit de nombreux pays voire régions du monde qui sont également le terrain d'affrontements entre les plus grandes puissances, que ce soit pour les matières premières ou des positions géostratégiques, avec des conséquences terribles pour les populations.

Les pays colonialistes tentent de garder des relations privilégiées avec les régimes souvent à leur solde dans les anciennes colonies. L'Amérique du sud, Le Moyen-Orient et l'Afrique en général sont le terrain de guerres par pays interposés. En Syrie, la guerre qui dure depuis 2011 a fait 360 000 morts et 5,6 millions de déplacés selon l'ONU ; les US, la France, l'Angleterre, la Russie et la Turquie, y sont tous intervenus en défendant leurs propres intérêts, pour vendre des armes, défendre les multinationales implantées sur le territoire comme Lafarge

ou Veolia, aider à la mise en place d'un régime « ami », profiter du marché ouvert par la reconstruction du pays... L'offensive du dictateur turc Erdogan est liée avec la situation de la Turquie, dont l'économie recule, avec une hausse très importante des prix (31 % d'augmentation sur les produits alimentaires en un an) et une répression féroce face à une colère grandissante – 600 ouvriers grévistes ont été arrêtés sur le chantier de construction du nouvel aéroport d'Istanbul en septembre. Il continue à vouloir attaquer les Kurdes dans le nord de la Syrie, tant le régime plus libre et plus démocratique qui y a été mis en place lui est insupportable. Mais il a été menacé par Trump de « dévastation économique » en cas d'attaque car ce dernier, malgré le retrait des troupes US, compte bien maintenir un accès privilégié au pétrole de la région avec leurs alliés de circonstance kurdes.

Les tensions risquent également de croître avec la Chine, celle-ci étant devenue le premier partenaire commercial du continent africain, ancienne chasse gardée des « vieux » pays industriels. Elle y réalise des investissements impérialistes colossaux et l'attribution de marchés aux entreprises chinoises en échange de l'exploitation de ressources locales (et notamment pétrolières) devient courant. Les impérialistes comptent bien continuer de piller le continent et ses riches ressources, comme en RDC, où des travailleurs et des enfants sont exploités dans des mines de coltan, de diamant et d'or, et où le taux de pauvreté dépasse les 80 % de la population. Une chose est sûre : les capitalistes feront tout pour que ce soient les travailleurs, les paysans et les masses opprimées qui paient le prix fort. Leurs conflits ont déjà dévasté des régions et des pays entiers comme la Libye, le Yémen, le Soudan...

Ces rivalités entre capitalistes vont aussi continuer à s'aggraver en Europe, et en particulier au sein de l'UE. Le fait qu'aucun accord pour le Brexit n'ait été encore trouvé (le referendum a pourtant eu lieu en juin 2016 !) est significatif des tensions qui existent. Les capitalistes sont profondément divisés alors que le Brexit était censé avoir lieu le 30 mars, il est très probable que la date soit encore repoussée. Mais le Brexit n'est pas le seul problème posé à l'UE. La crise entre l'Italie et l'UE menace l'existence de l'euro : le budget de l'Italie a été refusé par la Commission européenne alors que l'économie italienne est en récession et que la dette publique du pays atteint les 131 % (deuxième dette publique la plus élevée de la zone Euro après la Grèce). Pourtant la France et l'Allemagne ont déjà enfreint les règles de l'UE sans recevoir aucune sanction : l'UE est bel et bien un instrument totalement dominé par ses deux plus grandes puissances pour imposer leurs règles aux autres ! La tension et la concurrence accrues par la crise menacent leur UE et leur monnaie.

Les capitalistes s'attaquent aux travailleurs et aux populations

Les capitalistes depuis le début de la crise ont pourtant été unanimes sur un point : ils ont tout fait pour faire payer la crise aux travailleurs et aux masses opprimées. Après avoir détruit des quantités colossales de forces productives avec les fermetures d'usines et d'entreprises et nous avoir fait payer le sauvetage des banques, pour tenter de maintenir les profits suffisamment élevés, ils ont redoublé d'attaques contre la classe ouvrière pour exploiter toujours plus les travailleurs et les travailleuses et arracher toujours plus de plus-value. La

petite croissance qui a marqué la période précédente a été faite au prix de sacrifices terribles de la classe ouvrière et d'une aggravation globale des conditions de vie de la population et des inégalités y compris entre travailleurs eux-mêmes, pour ne profiter qu'aux plus gros capitalistes. Les conséquences sont désastreuses.

Dans les pays capitalistes avancés, on a eu toute une série de « lois travail » qui sont passées pour casser les acquis des travailleurs, la protection sociale et les droits. Le chômage reste très élevé, 172 millions de personnes fin 2018, selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ; 20 % des jeunes de moins de 25 ans ne sont ni à l'école, ni au travail, ni en formation. Au total, plus de 60 % de la main-d'œuvre mondiale – soit 2 milliards de personnes – occupent un emploi « informel », c'est-à-dire précaire, peu (ou même pas) payé, sans protection sociale. Les conditions de travail se sont terriblement aggravées. Aux États-Unis, par exemple, dans une usine de viande de Tyson Foods, pour « maintenir la vitesse de production » sur la chaîne, certains travailleurs se sont retrouvés à devoir porter des couches car il n'y a pas le droit d'avoir des pauses pipi ! Mais les chefs qui refusent qu'on aille aux toilettes, c'est quelque chose que nous ont aussi décrit les grévistes du centre d'appel Acticall à Saint-Étienne-du-Rouvray. Ces méthodes de management tyrannique sont une vraie stratégie des capitalistes.

Les salaires extrêmement faibles se multiplient et inquiètent même certains économistes bourgeois, au vu de la faiblesse générale de la consommation intérieure. En Allemagne, un emploi sur cinq est un « mini-job » avec des salaires mensuels de moins de 450 € par mois. Après le FMI en 2017 (qui analysait alors que la reprise était « durable »...), l'OIT fin 2018, dénonçait aussi la faiblesse des salaires, elle-même qualifiée de « surprenante » par le FMI et de « déroutante » par l'OIT. 700 millions de personnes vivent dans une situation de pauvreté bien qu'elles aient un emploi.

La nouvelle étape de la crise à venir, dont la forme et le timing restent pour le moment difficiles à déterminer, se traduira par de nouvelles attaques des bourgeois pour essayer de sauvegarder leurs taux de profits. Elles seront d'autant plus terribles que les niveaux de vie se sont déjà effondrés partout. Mais elles ne se produiront pas sans réaction de masse de la classe ouvrière et des masses opprimées dont on commence déjà à voir les prémices.

– II – AFFRONTMENT EXPLOSIF ENTRE LES CLASSES

Résistance des travailleurs, éruptivité des masses

Les luttes de la classe ouvrière se sont multipliées alors qu'elle doit défendre son niveau de vie. Aux US, on a eu les énormes grèves de profs en Virginie occidentale, des grèves à UPS, dans les fast-foods pour un salaire de 15 \$/heure. En Chine, la manufacture du monde – et la plus grande dictature, où les syndicats sont interdits, des grèves coordonnées transprovinciales ont eu lieu en 2018, comme celles des grutiers ou des chauffeurs routiers. En Inde, la plus grande générale grève générale du monde a eu lieu les 8 et 9 janvier 2019 avec

200 millions de grévistes ; le pays était quasiment à l'arrêt. Le 17 janvier, une grève générale du secteur public a paralysé la Tunisie avec 750 000 travailleurs en grève. En Belgique, le 13 février, une grève générale d'une journée a eu lieu pour l'augmentation des salaires, qui a été un succès avec des mobilisations très importantes dans les secteurs ouvriers. Des grèves ont lieu en Europe de l'Est pour exiger des hausses de salaire. En Hongrie, la première grève nationale depuis la réinstauration du capitalisme a eu lieu le 19 janvier après des manifestations de Gilets jaunes depuis décembre contre la nouvelle loi « travail » du gouvernement d'extrême-droite d'Orbán.

Cette situation d'éruptivité des masses liée à la crise connaît toute une accélération depuis 2011 et les révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. On en a eu une illustration brillante avec la révolte révolutionnaire au Burkina Faso en 2014. Ce que les soi-disant partis d'opposition n'ont pas réussi à faire en 27 ans, les masses l'ont réalisé en 72 heures. Après trois jours ininterrompus de manifestations de masse, d'occupations et de confrontations avec la police et l'armée, et une grève générale déclarée conjointement par les cinq centrales syndicales qui a mis le pays à l'arrêt, le régime corrompu de Blaise Compaoré a dû dégager le 31 octobre 2014. Signe d'un instinct révolutionnaire clair, les travailleurs, jeunes et pauvres ont envahi les centres de pouvoir : bâtiments parlementaires, stations des médias d'État, siège du gouvernement, etc. Pourtant l'absence d'une direction révolutionnaire pour le socialisme a permis à la bourgeoisie via l'armée de garder la main sur la situation.

En 2018, le référendum d'indépendance en Nouvelle-Calédonie/Kanaky a été le reflet d'une situation explosive. Ce référendum d'indépendance, après la répression terrible des luttes de libération des années 1980 et l'accord de 1988, aurait déjà dû avoir lieu « sous dix ans » après cet accord, renégocié par Jospin (PS) en 1998. Les enjeux de ce référendum sont énormes, pour l'impérialisme français qui ne veut absolument pas de l'indépendance (notamment car la Nouvelle-Calédonie est la troisième réserve mondiale de nickel), mais aussi pour la population locale et en particulier les Kanaks, systématiquement opprimés par l'État capitaliste français, qui maintient les travailleurs et la population dans une précarité et une pauvreté terribles (le chômage est de l'ordre de 50 % malgré la richesse du territoire). Malgré les tentatives de diminuer la participation de l'électorat opprimé (non-inscription automatique sur les listes, droit de vote accordé après seulement trois ans de résidence...) et les erreurs des organisations censées représenter les intérêts des travailleurs (le PT avec l'un des principaux syndicats, l'USTKE, avaient une position de « non-participation » au vote ; le parti indépendantiste kanak FLNKS voulait des négociations pour une autonomie limitée type « commonwealth ») et une propagande massive de l'État français en faveur du Non, les travailleurs, les jeunes kanaks, polynésiens, wallis-et-futuniens... se sont saisis du référendum pour exprimer leur révolte. Résultat : plus de 80 % de participation, et 43,6 % de vote pour le Oui. Alors que le gouvernement avait l'objectif d'un Non à 80 %, c'est un véritable revers pour eux. La tendance s'est confirmée aux élections territoriales qui ont vu les anti-indépendantistes ne maintenir leur majorité qu'à 51,8% (28 sièges au congrès contre 26 pour les listes indépendantistes). Un nouveau référendum devra être organisé d'ici 2020 et la lutte va continuer pour un réel droit à l'autodétermination, contre l'impérialisme français

et l'oppression capitaliste : pour une lutte commune de tous les opprimés pour exproprier l'État français, les colons et les capitalistes, pour établir une économie socialiste planifiée démocratiquement, une Kanaky et une Nouvelle-Calédonie socialiste dans le cadre d'une fédération socialiste des îles du Pacifique Sud.

Encore plus récemment, c'est la même éruptivité que l'on observe depuis le 16 février avec les manifestations massives en Algérie contre le cinquième mandat de Bouteflika, au pouvoir depuis 1999, alors même que les manifestations sont interdites. Les manifestations ont déjà pu rassembler un, voire deux millions de personnes fin février et dénoncent non seulement la mainmise de Bouteflika et son clan sur la vie politique, les élections et l'économie mais aussi l'absence de démocratie, et bien sûr les problèmes économiques, le chômage et l'inflation qui ont terriblement augmenté avec la chute des cours du pétrole dont dépend plus d'un quart de l'économie. Les grèves ont commencé à se multiplier, les étudiants à se mobiliser massivement, aux cris de « système, dégage ».

La bourgeoisie en crise

Pas un régime n'est stable sur la planète. Les gouvernements des pays capitalistes avancés s'appuient de plus en plus sur la répression. Dans les élections, les principaux partis pro-capitalistes – et en particulier les anciens partis de la social-démocratie comme le PS en France – subissent généralement des défaites cuisantes ou gagnent par défaut, par absence d'alternative représentant les intérêts des travailleurs et/ou avec la menace de l'extrême-droite. Après la motion de censure déposée contre l'ancien premier ministre Rajoy en Espagne en mai, le nouveau gouvernement n'a pas tenu 8 mois et des élections anticipées ont été appelées début février. La bourgeoisie est en crise de représentation politique car ni elle ni ses partis n'ont de soutien dans la population ; pour elle aussi il y a un vide politique. C'est cela qui explique aussi une accentuation des tendances bonapartistes des régimes capitalistes avancés – c'est-à-dire des tendances à s'appuyer plus sur les appareils répressifs de l'État et à s'élever au-dessus des institutions de la démocratie bourgeoise.

Ce n'est par contre pas parce qu'il y a un haut niveau d'affrontement qu'il y a un haut niveau politique. C'est bien la déliquescence du mouvement ouvrier à l'échelle mondiale qui a créé cette situation qui ne trouve pas d'issue dans la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie. En l'absence de programme de masse pour la révolution socialiste et d'organisations ouvrières, soit c'est les Indignés ou la révolution version gilets jaunes, contestant le pouvoir mais ne réussissant pas à le renverser ni à faire que la classe ouvrière le prenne, soit c'est la réaction version Macron ou Bolsonaro. La bourgeoisie n'est plus capable de répondre à la crise via ses réseaux et partis traditionnels, alors elle a été obligée de récupérer des aventuriers, comme Trump aux US ou Bolsonaro au Brésil ou encore des Poutine ou des Macron. Ce n'est certainement pas de gaîté de cœur, car ces aventuriers-là sont, pour la plupart, loin d'être les meilleurs représentants des intérêts de la bourgeoisie (c'est ce qui explique que Trump soit régulièrement confronté à de l'opposition au sein des Républicains) étant donné l'absence de base sociale de ces régimes et leur instabilité inhérente.

Le Brésil est une très bonne illustration de cela, le chômage est très haut après 3 ans de récession très grave ; on voit une

dégénérescence de la société en général, avec une violence urbaine impressionnante. Aux élections de 2018, Bolsonaro s'est présenté contre la situation, contre le gouvernement Temer (qui était le moins soutenu du monde avec 3 % d'approbation !) et les positions du PT. Son élection n'était pas la plus probable ; la classe dirigeante s'était mise derrière le PSDB, comme d'habitude, mais ils ont dû se réorienter vers Bolsonaro. Il avait une base sociale solide de 20%, parmi la classe moyenne (supérieure) des régions les plus riches du pays – des couches plus ouvertes aux idées racistes, réactionnaires, sexistes ; radicalisées par la corruption et ouvertes aux idées et discours anti-PT, anti-gauche. Pendant la campagne, il a eu une base sociale plus large parmi couches opprimées, et la tentative d'assassinat contre lui lui a permis de se présenter comme une victime et de gagner du soutien, y compris de la part des médias bourgeois. Mais le facteur fondamental reste le rejet du PT et la capitulation complète de celui-ci. Le candidat favori, l'ancien président Lula, a été emprisonné, ce qui était clairement décision politique pour influencer les élections (le juge qui l'a fait emprisonner est ministre maintenant). Quand il a dû aller à la police, le syndicat des métallos a fait des manifs avec des milliers de gens pour exiger qu'il ne soit pas remis aux flics et finalement il s'est rendu lui-même. La raison pour cela, c'est que le PT ne voulait pas aller à la confrontation avec les institutions – alors que Lula avait 40 % des intentions de vote y compris lorsqu'il a été emprisonné. Ils ont joué le rôle d'affaiblir et de désarmer la classe ouvrière, créant ainsi la porte ouverte au vide dans lequel l'extrême droite s'est engouffrée. Le gouvernement de Bolsonaro n'est pas fasciste, il est néolibéral radical. Pourtant, cela même devient incompatible avec la démocratie bourgeoise classique.

Ce régime, tout comme la situation encore plus aiguë au Venezuela, sont de purs produits de la crise. Ces deux pays sont utilisés dans toute l'Amérique Latine pour dire « voilà pourquoi il ne faut pas voter à gauche ». Au Chili, Piñera (859ème fortune mondiale) n'est pas un Bolsonaro, mais il a systématisé la répression : dans la période récente, il y a eu trois assassinats de dirigeants sociaux dont deux maquillés en suicides, un assassinat d'un jeune dirigeant Mapuche camouflé en accident. La confiance dans les institutions baisse, le gouvernement de Piñera est faible – la participation a été de 50 % aux élections, en réalité ils ont 25 % des voix. C'est une situation très instable. Au Venezuela, nous condamnons le coup d'État en cours, fortement soutenue par les gouvernements impérialistes des États-Unis ou de certains pays européens comme le Royaume-Uni qui pratiquent un embargo et qui soutiennent Guaido, président autoproclamé et reconnu par plus de 50 pays, dont la France. Guaido n'est que le représentant d'une bourgeoisie vénézuélienne très réactionnaire et ne sert que les intérêts des multinationales impérialistes pas ceux du peuple du Venezuela. Les acquis de la « révolution bolivarienne » doivent être défendus mais c'est en toute indépendance par rapport au régime de Maduro que les travailleurs, les jeunes, et les masses populaires doivent le faire, notamment en s'organisant dans des comités de lutte indépendants sur les lieux de travail, d'étude ou de vie.

La crise rend tous les sujets explosifs

Cette situation explosive, qui figure des éléments révolutionnaires, se combine avec nombre de questions dont l'acuité se trouve démultipliée. C'est le cas notamment de la question

nationale, le droit le plus fondamental des peuples et des nations à disposer de leur sort et à décider démocratiquement si elles souhaitent disposer de leur propre État. Dans un tel contexte de crise, cette question est immédiatement liée aux revendications sociales, ces deux questions ne pouvant trouver d'issue que dans un affrontement révolutionnaire avec la classe dirigeante. On l'a vu lors du référendum d'indépendance en Écosse en 2014 qui avait constitué une révolte électorale contre l'austérité et l'establishment politique avec 1,6 millions de personnes ayant voté pour le Oui ; c'est maintenant dans la lutte des classes que se traduit ce début de révolte politique, avec les grèves de femmes pour l'égalité salariale, soutenue par le prolétariat masculin. On le voit encore aujourd'hui avec la situation dans l'État espagnol, avec les très récentes mobilisations et la manifestation d'un demi-million de personnes qui a eu lieu à Barcelone le 16 février pour le droit à l'auto-détermination de la Catalogne. Cette question a été immédiatement liée à la lutte contre l'austérité et pour de meilleures conditions de vie.

La crise du capitalisme a eu des répercussions terribles sur les conditions d'existence. Le niveau d'extrême pauvreté (moins de 1,90 \$ par jour) est officiellement de 10 % de la population mondiale (dont plus de la moitié en Afrique subsaharienne), des millions de personnes sont forcées à la migration. La dite « crise des migrants » reflète ce niveau de barbarie. En Libye, des réfugiés africains noirs sont réduits en esclavage par des milices qui vendent ou louent les hommes pour travailler dans les champs et les femmes comme esclaves sexuelles. Le capitalisme tue. Rien que sur l'année 2018, plus de 2 260 personnes sont mortes en tentant de traverser la Méditerranée. Sur la même année, moins de 5 % des besoins mondiaux pour la réinstallation de réfugiés ont été satisfaits (données UNHCR). Les conditions de vie dans des camps de réfugiés sont souvent atroces, sans accès à des équipements médicaux ou hygiéniques de base. Mais la bourgeoisie est totalement incapable de résoudre cette crise car cela nécessite de mettre un terme à l'exploitation néocoloniale des régions où les gens doivent partir de chez eux, ainsi qu'aux conflits inter-impérialistes, et également de développer les forces productives de ces mêmes régions et d'en planifier démocratiquement la production afin de répondre aux besoins – ce qui est strictement impossible sans une révolution socialiste, non seulement dans les pays impérialistes mais aussi dans les pays opprimés et néocoloniaux. La lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits, pour l'accueil digne de tou-te-s, fait partie intégrante de notre programme et pour que le mouvement ouvrier adopte et défende ces positions.

La double oppression des femmes travailleuses a été aggravée par la crise du capitalisme. Il y a une aggravation des violences physiques et sexuelles en particulier à l'égard des femmes ; la situation se dégrade également pour les femmes travailleuses qui sont les premières victimes de la casse des services publics. Elles sont les plus nombreuses à y travailler, elles sont aussi les premières à en être virées. En France et ailleurs, le recul des services publics de santé et d'aide aux personnes âgées amène les femmes à s'occuper davantage des aînés et des enfants. L'accès à l'IVG devient de plus en plus difficile par le manque de moyen des structures ; le manque de places en crèche ou la cherté des nounous comparé aux salaires conduisent souvent les femmes avec des bas salaires à rester à la maison pour les enfants. Les écarts de salaires

continuent d'exister aux alentours de 20 % avec les hommes. La généralisation de la précarité qui maintient la dépendance notamment dans le couple... Ceci est rejeté par une part grandissante des jeunes et des travailleur-se-s qui cherchent à résister. Bien entendu il y a eu la vague de hashtags comme #MeToo pour dénoncer les agressions sexuelles qui a pu se traduire par une confiance plus grande pour dénoncer les abus mais aussi par des luttes, comme en Chine où les travailleuses de Foxconn (qui fabrique les iPhones) ont débrayé face au harcèlement sexuel qu'elles subissent ; une grève internationale à Google a eu lieu le 1er novembre pour dénoncer l'impunité de cadres accusés d'abus sexuels – même si pour l'heure, ce sont plutôt des exceptions. Des grèves pour exiger une vraie égalité salariale ont eu lieu comme celle des travailleuses de Glasgow en Écosse fin octobre, soutenue massivement par les travailleurs hommes. À une échelle de masse, il y a eu une grève massive dans l'État espagnol pour le 8 mars 2018 qui était un succès gigantesque, et la grève du 8 mars de cette année promet d'être également énorme et c'est cela qui doit se développer.

Le mouvement ouvrier a un rôle central à jouer. Les syndicats, les mouvements de grève, doivent développer des revendications visant à établir l'égalité entre travailleuses et travailleurs (salaires, conditions de travail, lutte contre les discriminations...). Le harcèlement au travail et le management agressif qui pousse des milliers de travailleur-se-s chaque année dans la dépression, le « burn out » ou même le suicide, est parfois aussi du harcèlement sexuel, il faut lier ces combats. Le 8 mars ne devrait pas être une journée de seules manifestations (souvent reportées au week end !) mais bien une journée de grève pour les revendications de tous les travailleurs et pour l'égalité entre femmes et hommes. On constate encore plus lorsqu'il y a une révolte, comme avec les femmes Gilets jaunes en France, que de nombreuses travailleuses sont déterminées, révoltées, et prêtes à prendre une place dirigeante dans la lutte, aux côtés des travailleurs. La lutte contre le sexisme et les discriminations est indispensable dans le combat pour développer une conscience de masse de lutte pour le socialisme. C'est dans ce cadre qu'il faut créer ou saisir les opportunités de faire militer sur des bases socialistes toutes celles et ceux qui veulent rejoindre le combat antisexiste. Des courants qui se disent féministes reprennent une certaine place parmi les milieux petits-bourgeois et notamment étudiants. Ils s'appuient sur des sentiments d'oppression qui sont bien réels, mais développent des idées et théories de division, refusant d'attaquer la base matérielle du sexisme (la division en classe de la société et l'exploitation des travailleuses au profit de la minorité capitaliste et les divisions et oppressions que cela entraîne, pas seulement de sexe mais également d'origine et de culture). Aucun combat ne se gagnera si nous sommes divisé-e-s de même tout comme nous ne gagnerons pas si les plus opprimé-e-s ne trouvent pas dans la lutte leur place dans le but d'en finir définitivement avec leur oppression. Mais séparer les travailleurs en sexe, genre, culture, origines comme le font certaines théories ne fait que le jeu de la bourgeoisie et sont réactionnaires. Au contraire, nous développons un programme avec des revendications qui unifient au maximum la classe ouvrière dans une lutte commune pour l'égalité et contre toutes les oppressions. Nous sommes pour un salaire égal à travail égal. Pour l'arrêt des temps partiels imposés et développement des crèches publiques et gratuites dans les entreprises ou les universités. Pour le droit à l'IVG

libre et gratuit pour toutes sans conditions d'âge, de nationalité ou de genre – pour le droit à disposer de son corps. Pour la gratuité des protections menstruelles, le développement de la recherche publique pour des contraceptifs gratuits et sains, accessibles à tou-te-s et respectueux de la santé ; pour des plannings familiaux. Pour des services publics développés pour faire reprendre le plus possible les tâches domestiques à la société.

Exactement la même question se pose par rapport aux luttes sur les questions du climat et de l'environnement. Elles aussi pris une ampleur conséquente dans la dernière période notamment avec les grèves de jeunes pour le climat. Et tant mieux car les catastrophes naturelles, la crise climatique, mais aussi les conditions de vie des masses pauvres et opprimées sont aggravées par le mode de production capitaliste et sa crise, qui, à un certain point, met aussi en danger la civilisation même. Les gouvernements capitalistes sont incapables de respecter les accords qu'ils signent eux-mêmes lors de leur COP. En l'absence d'un mouvement ouvrier de masse qui s'approprie ces mouvements, ceux-ci se caractérisent aussi par une faiblesse des mots d'ordre et des revendications, qui, pour l'instant, ne posent pas la question de s'attaquer à la propriété des moyens de production et à la planification mondiale de l'économie. Les capitalistes en ont fait un marché et un argument marketing, rajoutant à la confusion en essayant de tout ramener à des choix individuels de « consommation », approche adoptée aussi par bon nombre de courants soi-disant écologistes qui essaient également de faire payer l'écologie aux travailleurs au moyens de taxes. Pourtant, si l'on prend l'exemple des sargasses aux Antilles, ces tonnes d'algues brunes toxiques, elles se forment désormais dès l'embouchure du fleuve Amazone, au Brésil, nourries par les engrais utilisés dans l'agriculture intensive qui se développe grâce à la déforestation de l'Amazonie. Cela signifie que tant qu'il n'y aura pas la révolution au Brésil pour

mettre sous contrôle ouvrier démocratique l'agriculture, alors il n'y aura pas de solution au problème. La sauvegarde de l'environnement est directement liée aux tâches de la prise du pouvoir et à la révolution socialiste mondiale. C'est notre tâche d'intervenir énergiquement dans ces mouvements et de mettre en avant des revendications transitoires pour la planification démocratique, et donc écologique, avec la fin de la logique du profit, de la production par la classe ouvrière.

CONCLUSION

Dans la situation d'une telle crise, il y a des éléments de fond qui ne peuvent pas s'exprimer autrement que par une situation révolutionnaire. Cela se traduit pour l'heure sur les luttes spécifiques : environnement, femmes... mais qui traduisent cette lame de fond. La crise qui a explosé en 2007-2008 a déjà fait tirer des conclusions anti-capitalistes à des centaines de millions de travailleurs et d'opprimés dans le monde. La situation est instable, la prochaine période verra des mouvements révolutionnaires et des révolutions. Pourtant, la classe ouvrière se trouve globalement démunie d'organisation et de programme pour lutter pour le socialisme. Comme le décrivait Trotsky dans les années 1930 et en particulier dans le *Programme de transition*, on a une contradiction entre les conditions objectives de la révolution, et le niveau de conscience et d'organisation de la classe ouvrière. Notre tâche est d'intervenir avec audace dans toutes les luttes, de construire le parti et la direction révolutionnaire internationales avec un programme pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, la seule voie qui pourra permettre la mise en place d'une société libérée de toutes les oppressions. Avec un tel programme et malgré des forces encore petites, mais qui peuvent croître très rapidement, nous pourrions être en capacité de jouer un grand rôle dans la situation.

FRANCE

- I - ÉCONOMIE FRANÇAISE

Des profits gigantesques pour les grands groupes

Derrière les États-Unis, la France est le deuxième pays où le nombre de millionnaires a augmenté le plus vite dans le monde : 259 000 de plus en 2017 ! Cela est à mettre en relation avec le chiffres des bénéfices des entreprises du CAC 40 qui ont augmenté de 24 % en 2017 pour atteindre près de 93 milliards d'euros. C'est possible qu'en 2018 cela augmente encore ce qui ramènerait les bénéfices au niveau de 2007 avant la crise. Les plus gros bénéfices sont Total, LVMH et BNP Paribas qui représentent à eux seul un tiers des bénéfices.

La rapacité de leurs actionnaires ne fait que croître avec 57,4 milliards de dividendes en 2018 contre 46,7 en 2017, un niveau d'avant crise. Le capitalisme français rayonne donc via

ses quelques secteurs mais ses grandes entreprises n'occupent que 10 % de la main d'œuvre privée en France, soit environ 1,5 million de salariés contre 3 millions à l'étranger. D'ailleurs, 70 % des bénéfices sont réalisés à l'étranger également. On ne peut donc seulement tenir compte de ses résultats pour établir une analyse de l'économie française.

Il y a bien une crise du capitalisme

Tout d'abord concernant les entreprises du CAC 40, même si les bénéfices sont records le taux de marge par rapport au chiffre d'affaire peine à remonter avec 8 % en 2018 contre 10 % en 2007. De plus l'indice du CAC 40 en bourse a perdu 12 %. En 2018 il n'y a que 150 000 emplois qui ont été créés dont seulement 5 000 dans l'industrie. Environ 54 000 entreprises ont été créées mais 53 000 ont également fait faillite. Pour 90 % ce sont des TPE qui représentent 20 % de l'emploi en France. Ce

sont surtout les grands groupes qui ont peu réduit leurs dettes avec le crédit facile et qui ont bénéficié d'une part plus importante du CICE sans aucune obligation de créer des emplois.

Ces 30 dernières années on a eu droit à des vagues de délocalisations et de restructurations avec toujours des milliers d'emplois supprimés dans les grands groupes ce qui continue à un rythme élevé comme à Carrefour ou à la Société Générale cette année pour préserver leur taux de profit. Pour accroître leur profit les capitalistes ont de plus recours aux stratégies de filialisation et de sous traitance ainsi qu'à l'ubérisation qui continue avec de plus en plus de secteurs ou il y a des auto-entrepreneurs qui deviennent des travailleurs sans aucun droit et statut.

Le chômage ne diminuera pas avec plus de précarité pour les travailleurs. Nous sommes pour le CDI comme contrat unique, mais aussi pour la réduction du temps de travail sans perte de salaire ni flexibilité pour le partager jusqu'à disparition du chômage tout en créant des milliers d'emplois publics utiles.

Le phénomène de fusion/acquisition que nous décrivions dans les derniers textes de congrès de 2016 continue au niveau international avec le nouvel exemple de Bayer et Monsanto mais aussi en France. PSA a racheté Opel/Vauxhall, la filiale européenne de General Motors, pour 1,3 milliard d'euros. Suez a dépensé 3,2 milliards d'euros pour GE Water, filiale de l'américain GE spécialisée dans le traitement de l'eau des industriels. Le groupe de défense français Thalès a proposé 5,6 milliards d'euros pour acquérir le fabricant de cartes à puces Gemalto. Le groupe d'aéronautique et de défense Safran a racheté son homologue français Zodiac pour 8,7 milliards d'euros. Tout cela montre la restructuration du capitalisme français.

Le capital se concentre de plus en plus dans des groupes qui tendent aux monopoles ou bipoles sur leur marché et cela se traduit aussi par le fait que quelques milliardaires sur la planète possèdent autant que la moitié de l'humanité.

Cependant, le nombre de fusions-acquisitions est en baisse en France en 2018 (contrairement au reste du monde). Le rachat d'entreprises françaises par des entreprises françaises ou internationales est en baisse de 65 % en 2018 par rapport à 2017 avec 21,5 milliards de dollars. C'est l'année la plus faible depuis 2013. Pour le rachat d'entreprises françaises par d'autres entreprises françaises c'est même une chute de 74 %, car elles se consacrent plus au marché international : en 2018, + 24 % avec 59 milliards de dollars, par rapport à 2017, qui représentait déjà un pic par rapport à 2007 puisque cette année le montant des rachats à l'international avait déjà quadruplé.

Pour lutter contre cela il faut nationaliser les principaux secteurs de l'économie sous le contrôle des travailleurs en commençant par ces grands groupes en commençant par le secteur agroalimentaire, pharmaceutique, bancaire et militaire pour que ces milliards de profits servent les intérêts de la population.

La France importe beaucoup plus qu'elle n'exporte aussi bien en terme de services que de production de biens. Ce qui donne un déficit commercial de 59,9 milliards d'euros et une balance des paiements négative de 16,8 milliards d'euros (contre 13 en 2017). L'impérialisme français est aussi soumis à une rude concurrence des États Unis et de la Russie mais aussi de la Chine en Afrique notamment qui a, par exemple, menacé de sanction

économique d'ici à 5 ans si le système du Franc CFA perdurait. La dette de la France a fortement augmenté pour refinancer les banques et a dépassé les 99 % du PIB. Le remboursement de la dette en 2018, ce sont 41 milliards sur les 386 milliards de dépenses du budget de l'État.

Refus de payer la dette publique, nationalisation de l'ensemble du secteur financier (banques, organismes de crédit, assurance, compagnies immobilières) dans un organisme de crédit unique, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, permettant des investissements socialement utiles et à bas taux, et un contrôle complet sur les mouvements de capitaux, ainsi que d'empêcher l'évasion fiscale. Pour la fin des taxes indirectes et pour une imposition fortement progressive frappant les plus riches et la spéculation.

Les gouvernements au service des capitalistes, ne voulant toucher aux profits des grands groupes, continuent donc de couper dans les services publics avec -23 000 fonctionnaires en 2017. De plus les privatisations ont repris à un rythme soutenu. Les barrages hydrauliques ont été vendus, avec la loi Pacte, la Française des Jeux et les Aéroports de Paris vont être vendus. L'État vend également ses actions dans des entreprises comme Engie. Tout cela a bien sûr comme objectif d'ouvrir de nouveaux « marchés » aux prédateurs capitalistes dans une économie en crise.

Et parallèlement la libéralisation de certains secteurs continue et s'amplifie : transport ferroviaire, activités postales. D'autres libéralisations sont prévisibles à plus ou moins longs termes comme la gestion du chômage (indemnisation/accompagnement). Ces libéralisations peuvent s'accompagner d'une disparition de l'opérateur public, ou voire ses missions se réduire à peau de chagrin : EDF n'existe plus et 35 compagnies se répartissent le marché de l'électricité aujourd'hui.

Au contraire nous sommes pour renationaliser les anciens services publics et en créer de nouveaux plus performants (gestion de l'eau, périscolaire, aide aux personnes âgées ou enfants en situation de handicap) sous le contrôle des travailleurs et de la population pour garantir leurs missions et non les profits.

– II –

ÉTAT DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DE LA JEUNESSE

La classe ouvrière se paupérise

Sur une population active de quasiment 30 millions de personnes, les ouvriers sont encore 6 millions, les employés 8,5 millions et 3 millions de chômeurs « officiels » (pour un nombre réel de chômeurs plus proche des 6 millions). A cela s'ajoute les 8 millions en profession intermédiaire (enseignants, infirmiers, travailleurs sociaux...). La classe ouvrière est bien la classe la plus nombreuse dans la population. Et sur les 14 millions de retraités, la plupart ont un niveau de vie comparable aux travailleurs voire plus bas.

Depuis des années et encore plus depuis le début de la crise de 2007 la classe ouvrière s'est appauvrie. 1,65 millions de travailleurs sont au SMIC. Une grande partie des autres s'en rapprochent du fait du gel des salaires des fonctionnaires et des faibles revalorisations salariales dans les entreprises privées depuis des années

voir même des baisses par chantage à l'emploi. Si on tient compte des petites retraites, des travail à temps partiel, des chômeurs, on obtient 8,8 millions de pauvres en 2016, c'est à dire vivant avec moins de 1026 euros par mois. Cela a augmenté de 1 millions entre 2005 et 2015. C'est énorme. Ça aurait pu être pire encore si on n'avait pas en France les minimas sociaux qui profitent à 4,15 millions de personnes. Cela nous vaut un des plus bas taux de pauvreté en Europe sinon il aurait été de 22 %.

Il est urgent d'augmenter le SMIC à 1800 euros net et d'établir une échelle mobile des salaires pour qu'ils augmentent automatiquement en fonction de la cherté de la vie. Pas une retraite en dessous du SMIC ! Revalorisation des minimas sociaux !

Nos droits sont de plus en plus réduits

Depuis notre dernier congrès et la loi El Khomri, il y a eu les ordonnances Macron qui apportent tout un tas de reculs historiques. Les licenciements individuels comme collectif sont encore facilités. Le droit à l'erreur et le plafonnement des indemnités prud'homales a été accordé aux patrons. Des « accords » permettront d'imposer, entreprise par entreprise, des conditions de travail, rémunération, sécurité, etc. moins bonnes que ce qui figure dans les Conventions de branche et le Code du travail. Ces accords primeront sur le contrat de travail (!) et pourront être signés par les syndicats minoritaires, ou imposés par référendum, que le patron pourra désormais convoquer de manière totalement unilatérale.

Un autre objectif des ordonnances était de diminuer le nombre d'élus et les moyens des syndicats en fusionnant les comités d'entreprise, les délégués du personnels et les CHSCT dans des Comités Sociaux et Économiques. Il s'agissait aussi de leur enlever le pouvoir de négociation avec les patrons dans les entreprises sans délégué syndical, au profit de ce CSE qui pourra signer des accords ou des salariés directement dans les petites entreprises. Par accord, la création d'un conseil d'entreprise est rendue possible qui récupérera tous les pouvoirs et supprimera les délégués syndicaux.

La plupart des moyens législatifs pour lutter gagnés par les luttes passées nous sont enlevés et les travailleurs vont se retrouver petit à petit avec des droits différents et des patrons qui ont tout pouvoir. Plus que jamais c'est par la solidarité entre travailleurs, la construction de syndicats combattifs basés sur la lutte de classe et l'instauration d'un rapport de force notamment par la grève qu'on stoppera leurs projets.

La crise du logement continue

Plus de 4 millions de personnes étaient mal-logés en 2016. Les derniers drames d'effondrement d'immeubles à Marseille montrent jusqu'où ça peut aller. Pour les locataires en moyenne les loyers représente 30 % des revenus et cela monte beaucoup plus dans les grandes villes où la spéculation fait monter les prix. A Paris 26 % des logements sont inoccupés alors que des SDF meurent dehors.

Il est urgent de faire respecter les quotas de logement sociaux et d'augmenter avec un service public du logement sous le contrôle de la population. Il faut réquisitionner tous les immeubles et logements vides et créer plusieurs centaines de milliers de logements en prenant l'argent de la spéculation immobilière. Il est

nécessaire également de baisser fortement les loyers et de les bloquer.

Le capitalisme n'offre aucun avenir à la jeunesse

Chaque année plus de 140 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme. C'est dire comment année après année les gouvernement s'en prennent à l'éducation nationale. De plus 26 % des moins de 30 ans sont pauvres et le chômage des jeunes atteint les 22 %. Les derniers gouvernements vantent les mérites de l'apprentissage alors que les entreprises en cherchent peu avec la crise et ils s'attaquent à l'enseignement professionnel comme général.

Les lycéens ont recommencé à lutter notamment contre Parcoursup au printemps 2018 et à l'automne. Mais la faiblesse politique est forte parmi les couches les plus actives et rend difficile la construction d'un mouvement. Les AG ne se font pas partout et les lycéens reste assez isolés. Les blocages ne permettent pas la mobilisation et les manifestations sont petites. Évidemment la répression féroce du gouvernement n'aide pas.

Les étudiants en pleine politisation ces dernières années ont lutté également. D'abord certains sont venus aux manifestations contre la loi travail 2 mais avec peu de cortège de fac. Ensuite ils se sont mobilisés également contre la loi O.R.E (loi « Orientation et Réussite des Étudiants ») qui sabre l'enseignement supérieur public et met en place la sélection avec « Parcoursup ». Mais la mobilisation a tardé à venir au printemps 2018 avec des ag et des occupations. La répression de la police et les attaques de fachos ont fait grossir le mouvement et certaines jonctions ont été faites avec les cheminots en lutte.

Mais il a manqué de grosses manifestations et de véritables campagnes de mobilisation sur les campus ainsi ainsi qu'une adresse au reste de la société de la part des étudiants pour l'élargir au lieu de tout concentrer sur les occupations. Il manquait aussi de liens entre les universités pour décider de dates communes de grève et structurer le mouvement.

Des milliers de jeunes vont se retrouver dans des formations privées et payantes, ou dans des filières qu'ils ne voulaient pas ou même sans rien. La lutte n'est pas pour autant terminée. Pour les capitalistes et le gouvernement à leur botte, l'Université sert à renouveler les cadres de la société et pas à instruire ou à donner un avenir à toute la jeunesse.

Nous sommes pour une éducation 100 % publique et gratuite qui permette à chaque jeune de pouvoir faire les études qu'il ou elle souhaite. Il faut des moyens et personnels à la hauteur des besoins dans les lycées comme dans les facs. Non à l'augmentation des frais d'inscriptions ! Des bourses et des logements pour les étudiant-es qui en ont besoin.

- III -

QUEL BILAN PROVISOIRE DU QUINQUENNAT MACRON

Élection de Macron sur fond de crise politique

La crise de la représentation politique de la bourgeoisie s'est accentuée sous le quinquennat de Hollande. Tous les partis de

gouvernement Les Républicains (LR), le PS, EELV, Le Modem ont été discrédités par les multiples scandales de corruption une fois au pouvoir mais surtout par la même politique de casse sociale qu'ils ont mise en place..Macron a donc été désigné par les capitalistes comme leur candidat. Ils ont largement financé sa campagne présidentielle et fait sa pub dans les médias bourgeois, se présentant ni de droite ni de gauche et voulant faire de la politique autrement. Sa campagne a d'ailleurs très peu porté sur son programme totalement inconnu pour la plupart des gens. Au final, Macron a été élu par défaut contre Le Pen ne recueillant que 20,4 millions de voix sur 47 millions d'inscrits avec 34 % d'abstention et 12 % de votes blancs ou nuls. Seuls 16 % d'entre eux ont voté pour son programme. C'était le signe que Macron aurait une base sociale très faible pour gouverner d'autant que son parti LREM n'avait que très peu de militants implantés. Les élections parlementaires ont vu une grosse majorité de député LREM donnant les pleins pouvoirs à Macron avec la gauche divisée et le chantage au FN. Mais ce n'était pas non plus un raz de marée de voix pour Macron. Il a réussi à former un gouvernement avec des personnalités politiques carriéristes et surtout nommer des ministres représentant directement les intérêts des multinationales.

Macron représentait une aventure pour la bourgeoisie face à des partis de gouvernement incapables d'obtenir une base électorale assez large. Car son élection était aussi une incertitude, celle de ne plus avoir de parti fiable (la droite et le PS) pour diriger la politique gouvernementale. C'est encore la faiblesse de Macron aujourd'hui qui cherche le soutien de la droite sur certains sujets. Le problème de la classe dirigeante reste que si Macron est affaibli, elle n'a pas de force de rechange pour le moment, ce qui rend encore plus explosive une situation de lutte généralisée. D'ailleurs, il est clair depuis quelques mois que Macron focalise sur lui la colère des travailleurs et des pauvres. Ce qui était une aventure par nécessité pour la bourgeoisie peut devenir un problème pour elle.

Une politique comme les autres au service des riches

Mais très vite les scandales ont fusé et montré qu'il faisait de la politique comme les autres : Affaire Benalla, Richard Ferrand et les Mutuelles de Bretagne, Muriel Pénicaud et Business France, Françoise Nyssen et Actes Sud, Agnès Buzyn et l'Inserm ... De plus, son mépris pour le peuple traitant des grévistes d'illétrés, parlant des gens qui ne sont rien, des premiers de cordés .. a retourné une bonne partie de la population contre lui.

En quelques mois, il a lancé une véritable contre révolution sociale contre nos droits conquis et n'a cessé de faire des cadeaux aux riches. Il a supprimé l'ISF, etc, transformé le CICE en réduction de cotisations patronales et augmenter la CSG pour les travailleurs et les retraités. Il a utilisé les mêmes méthodes que le gouvernement Valls-Hollande.

Des premières batailles remportées par Macron

Macron a remporté la première bataille contre les ordonnances. Même si le mouvement a été fort la grève ne s'est pas pas élargie. Le fourre tout de la loi était difficile à expliquer ainsi que de défendre un code du travail déjà peu protecteur pour beaucoup de travailleurs. Les directions syndicales sont restées un frein important pour construire un rapport de force

nécessaire pour stopper Macron.Ceci s'explique d'une part par le manque de pression à la base mais surtout par l'absence de plan syndical pour savoir comment s'organiser et lutter.

La deuxième bataille remportée par Macron a été la « privatisation » de la SNCF. Même si elle n'a pas été perçue comme une défaite pour la classe ouvrière. La grève des cheminots démarrée en mars a été historique par sa longueur et elle aura bien mis en difficulté le gouvernement. Sur toute la durée du conflit, les taux de grévistes étaient importants. La manifestation nationale du 22 mars a rassemblé plus de 40 000 cheminots à Paris, deux « journées sans cheminot » ont été un succès et malgré toutes les tentatives de la SNCF pour masquer les chiffres et la propagande anti-cheminot des médias et du gouvernement, cette grève a reçu un large soutien de la population.

La grève « perlée » (2 jours de grève suivi de 3 jours travaillés) permettait aux cheminots de tenir plus longtemps et d'avoir du temps pour s'adresser aux usagers ou tisser des liens avec d'autres luttes comme celle des étudiants. Mais c'était essentiellement basé sur le calendrier législatif et non sur les besoins de la grève. Les Assemblées Générales (AG) sont globalement restées assez petites. Avec ce calendrier déjà fixé sur trois mois, cela laissait assez peu de choses à discuter aux grévistes, qui ne se retrouvaient pas maîtres de leur propre mouvement. Certaines AG ont pu appeler à ce que le calendrier soit changé ou à ce que la grève soit transformée en reconductible, mais cela a été assez minoritaire.

Aucune des bases combattives syndicales de SUD ou la CGT n'ont permis à la base de comprendre la nécessité des comités de grève afin d'élargir la lutte ou avoir une coordination nationale des cheminots pour la diriger démocratiquement. Les directions confédérales syndicales ont joué un jeu ambigu en appelant à la grève contre la privatisation de la SNCF, en défendant le service public et ce qu'il représente comme enjeu de société mais sans demander explicitement le retrait de la réforme. Avant même la fin de la grève, ils demandaient de négocier la future convention collective de branche avec le patronat et ont donc abandonné le monopole de service public ! Elles n'ont appelé qu'à une journée de grève interprofessionnelle le 19 avril, et ont même réussi à appeler à une grève de la fonction publique le 22 mai... en dehors du calendrier des cheminots.

Les jeunes n'ont pas réussi non plus à gagner sans un mouvement fort des travailleurs sur lequel s'appuyer et pour les raisons citées plus haut. On était dans une situation où le rouleau compresseur libéral Macron pouvait continuer et la démoralisation gagnait du terrain dans les couches avancées de la classe ouvrière. Mais la colère contre la politique de Macron, son impopularité et la situation sociale difficile rendait toujours la situation explosive. C'est ainsi qu'est apparu le mouvement des gilets jaunes reflétant la volonté d'en finir avec tout ça.

- IV -

LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

L'éruption d'une colère qui bouillonnait

Le 17 novembre 2018 commençait le mouvement des gilets jaunes (GJ). Parti d'une nouvelle taxe sur le carburant impo-

sée par le gouvernement Macron sous prétexte d'écologie (la planète a bon dos), c'est rapidement toute la politique du gouvernement qui a été dénoncée, les inégalités et la précarisation croissante.

Des blocages, filtrages, barrages ont été tenus non-stop durant plusieurs semaines, sur tout le territoire. Ces occupations rassemblaient diverses générations et diverses couches du « monde du travail » : des ouvriers, des indépendants, des salariés, des retraités... chacun participant à la hauteur de ses possibilités. Avec une grande hétérogénéité selon les endroits, les gilets jaunes ont expérimenté l'auto-organisation, la solidarité et la fraternité.

Un grand espoir d'obtenir un vrai changement était perceptible au début du mouvement, grâce au nombre et au large soutien exprimé (jusqu'à 78 % dans les sondages). Beaucoup de gens impliqués dans la lutte l'étaient pour la première fois et vivaient la force potentielle de la lutte de masse.

L'attitude des organisations politiques et syndicales

Dès le début, les gilets jaunes se sont affirmés indépendants de tout parti ou syndicat. Cela était une sorte de protection contre les « machines politiciennes de la droite mais la faiblesse du niveau politique ont encouragé un certain sectarisme, exigeant par exemple qu'aucune « étiquette » ne soit visible et le petit patronat réactionnaire ou l'extrême droite pouvaient ainsi garder une influence.

Ce comportement a été pris comme prétexte par certains syndicats et partis pour justifier leur passivité voire leur refus de soutenir ce mouvement qui ne rentrait pas dans les cadres habituels. Pourtant, après quelques jours, dans la plupart des endroits, il a toujours été dit que tout le monde était bienvenu, quelles que soient ses opinions, ses appartenances ou ses implications.

Les syndicats n'ont pas tout de suite saisi le fond de la colère qui animait les gilets jaunes et n'ont pas accepté la méfiance dont ils faisaient l'objet. Les syndicats du groupe Solidaire ont édité une déclaration avant même que le mouvement ait lieu le caractérisant comme émanant de l'extrême droite. Une autre déclaration a suivi la position de la CGT, avec un début de soutien à la mi décembre. Mais les militants syndicaux restent peu nombreux dans la plupart des mobilisations avec un mieux depuis mi janvier. Pour la CGT, Martinez a exprimé sa crainte d'un mouvement manipulé par l'extrême droite, puis a tenu une position ambiguë avant de dire que 75 % des revendications des gilets jaunes étaient les mêmes que celles de la CGT. Cette lenteur a conduit à des remous dans la CGT. Des UD et UL se sont montrées plus ouvertes et ont mené des actions ponctuelles aux côtés des GJ comme à Marseille, Toulouse (appel à la grève le 5 février en commun avec Gilets jaunes, CGT, FSU et Solidaires), Rouen...

Les partis de l'opposition ont tous exprimé un soutien de plus ou moins loin aux GJ, voyant là un moyen de s'inscrire en opposition à LREM et cherchant un vivier potentiel d'électeurs. Mais peu ont concrètement participé, sentant qu'ils n'y étaient pas les bienvenus. Même l'extrême droite qui a officialisé son soutien au GJ très tôt, n'a jamais eu d'espace pour y développer ses points programmatiques racistes. Le fond

des revendications était bien plus à gauche que l'ensemble de leur programme.

En tant que révolutionnaires, nous avons participé aux côtés de ceux qui luttent sans ignorer les aspects négatifs comme la présence de l'extrême droite ou le refus des étiquettes mais sans se focaliser dessus non plus. Nous y sommes intervenus en tâchant d'avancer des points pour dépasser ces limites et participer à construire la lutte en s'appuyant sur ses aspects révolutionnaires.

Une classe dominante défiée

Le mouvement des gilets jaunes est une révolte qui comporte des éléments révolutionnaires. Le slogan « Macron démission » scandé depuis le début, rappelle le vent de dégagisme du « Printemps arabe » de 2011. Les gilets jaunes ont défié explicitement le pouvoir politique et l'ensemble des institutions en remettant en cause l'indépendance de la justice et des médias. C'est bien pour cela que, même s'il ne l'affirme par comme tel, implicitement, le mouvement est anti-système capitaliste.

Cette dimension profonde paralyse d'ailleurs la classe dominante qui cherche à poursuivre sa contre-révolution sociale à tout prix, sachant qu'elle n'a aucune base sociale. C'est un équilibre périlleux, une recette au dosage précis : une bonne dose de propagande médiatique, un soupçon de reculs, une répression et une violence conséquente et un grand débat national pour ramener les lumières là où cela ne dérange pas trop.

Depuis le début du mouvement, les médias traditionnels ont joué leur rôle habituel de manipulateur d'opinion en minimisant les mobilisations, en extrapolant les violences et les incidents tels que les actes racistes ou homophobes. Même si ceux-ci ont existé, c'était des cas isolés car dans la plupart des endroits, l'opposition vis à vis de ces comportements était très forte. Beaucoup de gilets jaunes ont réalisé les mensonges qui pouvaient être véhiculés par les médias et des actions visant les sièges de grands groupes ont été organisés pour les dénoncer.

Les miettes lâchées par le gouvernement telle que la suspension de la taxe sur les carburants, l'augmentation de la prime d'activité, l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités de moins de 2 000 euros ou encore la potentielle prime de fin d'année défiscalisée n'ont contenté personne. En réalité, ces mesurette illustrent l'absence de marge qu'ont les capitalistes pour répondre à la colère puisque leur survie dépend du maintien de leur taux de profit.

La répression judiciaire a été très forte, avec un grand nombre d'arrestations, des peines lourdes et des amendes exorbitantes. Et la loi « anti-casseur » ratifiée le 5 février élargit encore les possibilités de restriction des militants. Dans le même sens, la violence policière, souvent gratuite, vise même les plus jeunes, les personnes âgées et même des handicapés et a fortement choqué beaucoup de GJ. Tout cela a permis d'augmenter la tension et de dissuader les moins téméraires. Et surtout, cela a relégué à l'arrière plan les questions sociales, tout le monde ne parlant que de cette violence, des arrestations, des abus de policiers, des blessés (en très grand nombre par l'usage d'armes particulièrement dangereuse par la police), des « casseurs »...

Au final, tous les moyens de lutte qui permettaient de dis-

cuter avec la population et d'être visible ont été empêchés : occupations de ronds-points, blocages, filtrages, levés de barrières d'autoroute... Ainsi, les échanges et les discussions qui permettait au soutien de s'exprimer et qui démontaient la propagande faite par les médias ont été coupés.

C'est après plus de deux mois de lutte des GJ que le grand débat national a été lancé. Macron qui, au départ, poursuivait ses voyages a été finalement contraint de se mettre en avant. Les GJ ne sont pas entrés dans le jeu du gouvernement mais la classe dirigeante est parvenue malgré tout à ramener en partie le focus sur des thèmes qu'elle considère discutables.

La question de la grève

Petit à petit, il ne restait plus aux gilets jaunes que les manifestations du week-end. Plus d'occupation, plus de levier pour peser sur l'économie (ou à moindre échelle). Le mouvement s'est confronté aux limites de ce que peut être un blocage de l'économie de l'extérieur. La grève est une nécessité pour instaurer un rapport de force avec les capitalistes car elle permet d'avoir le temps d'organiser la lutte, de discuter et surtout de prendre conscience des rôles dans la société, de la division en classe et du moteur indispensable que constituent les travailleurs.

Un premier appel à une grève générale a été lancé début février, s'appuyant sur un appel à la grève de la CGT (rejoint par d'autres). Mais d'un côté comme de l'autre, cela n'a pas été préparé, ni au sein du mouvement, ni dans les entreprises et pas dans la rue. La plupart des gilets jaunes n'ont jamais eu aucune adresse directe aux travailleurs et n'en ont pas encore compris l'utilité à ce jour dans ce que cela signifie de tâches concrètes (distributions de tracts, revendications sur les salaires,...). La composition sociale mixte des GJ explique ceci au début, mais c'est l'absence d'intervention consciente du mouvement ouvrier organisé qui permet à ce flou dans le programme et les perspectives de persister.

Les revendications et la politisation compliquée

Sans objectif clair, difficile de construire ou de maintenir une mobilisation et encore plus de développer un plan de bataille. Diverses listes de revendications ont circulé, plus ou moins détaillées, mais là encore, aucune n'a été investie comme étant un socle pour développer la lutte de manière coordonnée. La question sociale était la préoccupation principale mais la dimension démocratique est venue rapidement aussi à l'avant à partir du constat que les élus ne servent pas nos intérêts. C'est quand le mouvement a commencé à perdre en vitesse que certains ont cherché à mettre en avant le RIC, comme solution miracle qui restait atteignable : un référendum qui donnerait le pouvoir au peuple et permettrait de solutionner toutes les difficultés.

Avec la GR, nous avons toujours mis en avant que la question démocratique ne pouvait pas être détachée de la question économique et qu'il fallait poursuivre avec des revendications telles que la fin du CICE, l'augmentation du SMIC, la réinstauration de l'ISF, la fin des privilèges des élus... car c'est bien ce fond là qui cimentait les GJ et ceux qui les soutenaient de près ou de loin. Même si l'on dit que c'est dans la lutte que la politisation et le niveau de conscience font des bonds en avant, il n'y a rien d'automatique à cela. Avec toutes les limites que

nous avons citées, le mouvement des gilets jaunes n'a pas permis aux masses de faire un saut qualitatif dans la conscience de classe bien qu'il exprimait clairement la notion d'intérêts divergents entre les ultra-riches et le reste de la population. L'absence d'un parti des travailleurs qui mette en avant les intérêts de classe, qui permette d'organiser et de politiser en est aussi une cause.

L'absence de structuration

Plusieurs figures ont émergées du mouvement, avec souvent des positions divergentes, à l'image des différentes couches composant le mouvement. Les tentatives de délégation ont toujours été globalement mal perçues. Cependant et le fait de ne pas pouvoir prendre à partie un interlocuteur particulier a été une difficulté pour le gouvernement.

Des AG plus ou moins régulières se sont tenues localement, souvent davantage pour prendre les décisions collectivement que pour discuter du fond. Contrairement à ce qu'on pouvait voir lors du mouvement des nuits debout, les gilets jaunes ont toujours eu le souci de l'action concrète, de débouchés directs et furent plutôt les débats trop abstraits ou simplement trop longs. Divers tentatives de structuration ont émergé mais elles se sont heurtées à un mouvement qui n'accepte aucun cadre, où chacun prend des initiatives selon ses envies/disponibilités. De même, les partis ou listes GJ ayant tenté de se former ont trouvé plus de critiques acerbes que de soutien. Le mouvement n'est pas parvenu à se structurer et est resté à l'état d'une révolte mouvante, sans que personne ne puisse en prendre la tête.

Une période de luttes qui n'est pas finie

Jusqu'à aujourd'hui, le mouvement des gilets jaunes est resté tel un torrent qu'on ne peut contenir, qui contourne les obstacles en se divisant pour se retrouver ou non en fonction du terrain sur lequel il dévale. A ce jour, difficile de savoir ce qu'il en adviendra mais c'est comme si le torrent s'amenuisait, son eau s'infiltrant petit à petit sous la terre en attendant de pouvoir jaillir à nouveau.

Le mouvement des GJ a permis à toute une nouvelle couche de travailleurs et de jeunes d'expérimenter la force potentielle d'une lutte de masse, d'ouvrir des questionnements sur comment lutter, sur la nature du système capitaliste. Le niveau de colère n'a pas baissé, au contraire, et le mouvement des GJ pourrait bien être le début d'une période d'importantes vagues de lutte auxquelles nous devons nous préparer.

Sans en prédire le moment, nous avons analysé qu'une révolte puissante commencerait à s'exprimer, allant bien au delà des formes habituelles. Nous disions dès le lendemain de l'élection de Macron que son tour de passe-passe électoral ne durerait pas, et que la colère visible ces dernières années allait s'exprimer. C'est une révolte profonde qui s'exprime avec les gilets jaunes, et elle annonce une révolte bien plus grande encore. Tout réside dans le fait que la classe ouvrière entre en lutte et prenne la tête d'un tel mouvement, de manière massive, en combinant à la fois les revendications démocratique (nous ne voulons plus seulement être consultés, nous voulons décider comme disent de nombreux gilets jaunes), les revendications sociales (assez de survivre) et la compréhension que cela passera par l'expropriation du véritable ennemi, la classe capitaliste.

C'est toute la tâche de la Gauche révolutionnaire d'avancer les revendications, les discussions, tant dans la lutte quotidienne que dans les assemblées générales, les débats, sur la nécessité et la faisabilité du socialisme pour remplacer le capitalisme.

– V –

QUELLE RÉPONSE DU MOUVEMENT OUVRIER FACE À MACRON

Les syndicats

La part des travailleurs syndiqués représente 11 % aujourd'hui et cela reste un acte militant en France. L'intégration des syndicats à l'appareil d'état a continué avec de plus en plus de négociations organisées pour préparer les réformes sans construire un rapport de force. La direction de la CFDT qui a soutenu les attaques sous Hollande, assume encore les attaques de Macron via Laurent Berger. Évidemment il y a des mécontents et des sections combattives locales qui peuvent exister mais on ne les voit plus en manifestation. Force ouvrière est également en pleine crise. Pascal Pavageau soit disant plus à gauche avait remplacé Mailly jugé trop conciliant avec le gouvernement mais il a du démissionner à cause d'une affaire de fichage interne. Le salaire révélé par le Parisien de 100 000 euros annuel pour Mailly en 2017 ou des notes de frais de 50 000 euros pour Pavageau ont également choqué.

Dans la CGT les tensions grandissent et l'écart politique entre la direction et les syndicalistes « lutte de classe » grandit surtout avec le bilan des reculs sociaux sous Martinez. La crise autour de Le Paon n'a été vue que comme une crise au sommet, mais elle était le reflet de luttes internes importantes. Martinez a mis la cendre sur les braises mais pour un temps seulement le 52 congrès en mai peut être agité. Déjà en décembre des opposants de syndicats combattifs comme Goodyear, Info'Com, Vallourec... ont déposé leur propre texte. Même si elle réaffirme un attachement à la lutte de classe l'opposition est marquée par deux courants : les nostalgiques du stalinisme et un courant anarcho-syndicaliste. Derrière une rhétorique combative et des bastions syndicaux, ces deux courants sont incapables d'unifier une opposition efficace, lutte de classes et socialiste. Ils contournent tous deux la question du manque de perspectives politiques et du besoin d'un parti. Les anarcho-syndicalistes défendent le syndicat comme seule perspective et les autres le vieux PC stalinien

Nous essayons par les positions que nous gagnons que les idées socialistes révolutionnaires soient portés par les syndicats. Il faut intervenir dans ces organisations de masse du mouvement ouvrier et gagner cette bataille du programme mais aussi de rétablir la démocratie avec un contrôle de la base, le refus des permanents à vie, leur paiement au salaire moyen d'un travailleur. Si il n'y avait pas eu la CGT il n'y aurait pas eu autant de résistance et même si les stratégies ne sont pas bonnes, il ne faut pas essayer de faire de raccourci en n'y intervenant plus ou en créant des structures qui permettraient soi-disant de faire sans.

Dernièrement la pression s'est accentuée dans les syndicats avec le mouvement des gilets jaunes et la CGT suivis par FO, la FSU et Sud ont lancé une journée de grève interpo le 14 décembre, le 5 février et le 19 mars sur la question des salaires notamment.

Le mouvement des gilets jaunes a déjà encouragé certains tra-

vailleurs à faire grève à l'appel des syndicats, comme dans 50 % des magasins Apple, chez Lafarge, dans des entrepôts Carrefour ou chez les agents de la ville de Paris par exemple pour réclamer la prime exceptionnelle. Dans la plupart des entreprises ce n'est pas le gouvernement qui augmentera les salaires, ce sont les patrons qu'il faudra forcer à mettre la main à la poche.

Il est largement temps que les syndicats et les partis qui défendent les travailleurs lancent une grande campagne de lutte tant pour augmenter les salaires et les pensions que contre les futurs plans du gouvernement. La responsabilité des syndicats est fondamentale pour unifier l'envie de ne plus subir et la transformer en un grand mouvement de grève. Les conditions sont mûres pour une lutte d'ensemble. Au point que parmi les gilets jaunes, même si une méfiance très logique existe face à la mollesse de beaucoup de dirigeants syndicaux, la demande d'appels à la grève, voire l'idée d'un nouveau Mai 68 et d'une grève générale est très répandue. De fait, il existe un véritable arc syndical opposé aux plans de Macron, qui va de la CGT à la FSU, en passant par Solidaires et FO, du moins dans les déclarations. La nécessité d'une véritable journée de grève de 24h contre les plans de Macron, d'un front syndical de lutte qui refuse de négocier les reculs mais qui défende réellement les revendications des travailleurs, devrait être l'un des axes centraux notamment de la CGT et des militants syndicaux combattifs quel que soit leur syndicat.

Du changement du côté du PCF ?

Chaque année, sauf en 2016 (lutte contre la loi « travail »), le PCF a perdu des milliers d'adhérents. De 133 000 membres en 2003, il est tombé à 49 000. Même s'il reste la plus grosse organisation de gauche, il ne peut plus prétendre jouer de rôle dirigeant. D'autant plus qu'électoralement, c'est l'écroulement complet. À la présidentielle de 2007, 1,93 %, aux législatives de 2017, 2,72 % : les plus bas scores jamais enregistrés. Et sur les 11 députés PCF élu-e-s, 5 l'ont été grâce à l'absence au premier tour d'un candidat de la France insoumise en face d'eux. Le 38ème congrès a vu une situation inédite où le texte de la direction flou et ne disant rien des objectifs du PCF a été minoritaire. Aucune majorité réelle ne s'est dégagée et le texte arrivé en tête « Pour un manifeste du Parti communiste du 21ème siècle » se voulant plus « lutte de classe » n'aborde pas de réelle divergence de fond et ne parle jamais de socialisme. Le PCF a été incapable d'être une opposition sous Hollande. Ses alliances aux dernières législatives, parfois dès le premier tour, avec le PS, sa participation aux majorités dans de très nombreuses villes, montrent que le PCF n'a pas rompu avec sa politique de ces 30 dernières années : peser sur la « gauche » mais ne pas chercher à en prendre la tête et considérer le PS comme un partenaire.

Si on veut reconstruire un authentique parti révolutionnaire qui défende les intérêts des travailleurs et de la majorité de la population, cela n'est possible qu'en défendant le socialisme comme un objectif concret, ce qui passe par la plus totale indépendance vis à vis des partis qui cogèrent le système.

La France Insoumise est toujours la principale opposition à Macron mais risque de perdre son potentiel

Après seulement deux ans d'existence, la France insoumise est la force politique la plus connue à gauche. Et Macron, en

commanditant des perquisitions massives contre la FI le 16 octobre l'a confirmé. La FI (et Mélenchon) reste l'ennemi politique à abattre pour lui et son gouvernement. En mai dernier, le succès des manifestations des 5 et 26 mai, auquel ont largement contribué les insoumis, a montré le rôle central que la FI peut jouer pour traduire la colère sociale.

Nous avons appelé à voter Mélenchon à la présidentielle de 2017 car sa candidature représentait un moyen d'unir une véritable opposition aux candidats défendant le capitalisme. Il s'en est fallu de peu que Mélenchon n'accède au second tour, ce qui aurait permis un véritable combat entre une politique sociale (certes réformiste) et la politique capitaliste de Macron. La classe ouvrière, la jeunesse, ont besoin d'une expression politique de masse, même partielle, qui défende ses intérêts. Cela n'empêchait nullement de critiquer les limites de Mélenchon ou de son programme. Le sectarisme de certains courants de gauche, les manœuvres de Hamon pour son avenir politique, les faiblesses de structuration de la France insoumise, ont limité le succès de la campagne. Néanmoins, avec le score réalisé, cela montre le potentiel qui existe pour une nouvelle force politique défendant les intérêts des travailleur-se-s et de la majorité de la population.

La création de la FI a été un moment positif dans ce sens. Mélenchon et la FI ont eu une bonne attitude vis à vis du mouvement des gilets jaunes en y participant dès le départ mais la FI n'a fait aucune proposition pour le développer ou aider à le structurer. Aujourd'hui la situation exige d'aller plus loin et que la FI se clarifie et se transforme pour devenir plus solide, politiquement et dans sa structuration. Or Mélenchon et son équipe ne veulent pas construire de parti, c'est à dire un instrument puissant, démocratique, structuré, par et pour la classe ouvrière et la jeunesse, qui serait le seul moyen de construire une opposition solide aux capitalistes. Cette approche floue fragilise la FI et les insoumis.

Dès sa création, la FI a connu des difficultés de fonctionnement et des questions démocratiques qui persistent. Et il y a une difficulté à militer sur le terrain. Le peu de débats rend aussi fragile le mouvement et amène l'incertitude et les hésitations des insoumis sur les priorités à avoir. Le rythme de la FI est impulsé autour de campagnes nationales par l'équipe de Mélenchon qui contrôle le mouvement. Mais les groupes insoumis existent et la situation exige une politique quotidienne et locale qui ne peut pas tomber d'en haut.

Le besoin d'un nouveau parti de masse des travailleurs pour le socialisme reste crucial comme la période politique actuelle (2019) le démontre. La FI est le mouvement qui à gauche fait le mieux écho aux luttes et à la lutte contre Macron et sa politique. Cet écho positif est très souvent médiatique plus que sur le terrain. Au delà elle ne permet pas de lutter contre la faiblesse politique liée à l'absence de force politique de masse des travailleurs et de la majorité de la population. Elle n'entraîne pas une couche nouvelle pour s'y organiser plus largement. L'utilisation du « tirage au sort » ne remplit aucunement le besoin de démocratie et de débats dans le mouvement. Ce refus de se construire en un mouvement structuré, dans lequel les responsables sont élus et contrôlés par les militants et sur la base de propositions programmatique, est un obstacle à la construction de la FI comme véritable opposition de masse à Macron. Cela maintient la FI dans un fonctionnement flou

et peu accessible pour les militants. En raison de toutes ces faiblesses programmatiques et de structuration, il est très peu probable que la FI puisse désormais permettre qu'une force politique capable de challenger politiquement la situation émerge. Un tel échec serait une nouvelle complication devant la nécessité d'une force politique de masse.

La majorité des insoumis et ceux qui soutiennent la FI veulent être une force de frappe décisive au quotidien et dans les élections. Nous devons continuer à essayer de faire militer et construire sur une partie de nos bases la FI là où c'est possible. Mais plus la FI tardera à s'engager dans cette voie plus il y aura de départs et elle risquera de ne pas être à la hauteur des enjeux de la période agitée qui vient.

– VI –

L'EFFONDREMENT CONTINUE POUR LE PS

Nous analysions sous Hollande que le PS avait fini sa bourgeoisification en attaquant directement les travailleurs, en reprenant les thèses du Medef et en organisant une répression féroce. Il avait alors perdu ses derniers soutiens ouvriers et l'a payé bien cher. Le PS a subi le plus grand recul enregistré pour la présidentielle, passant de 10 millions de voix en 2012 à 1,7 millions de voix en 2017. Dans de nombreux départements, le PS perd tous ses députés et n'en a aucun au second tour, comme en Seine Saint Denis (93) où il avait 9 députés

Le PS a continué de scissionner avec Hamon qui a créé Génération, Maurel et Lienemann qui ont créé le Mouvement Républicains et Citoyens pour rejoindre la FI (qui n'a rien à y gagner hormis plus de confusion politique) et Filoche qui a créé la Gauche Démocratique et Sociale. Tous ces courants n'ont pas rompu avec l'idéologie du PS. Tout au mieux ils souhaitent reconstituer un pôle réformiste pour continuer à gérer le système.

– VII –

LA DROITE INUTILE

Les Républicains ne sont pas en meilleure posture après leur désastreuse campagne de la présidentielle et la désignation du pire candidat possible en la personne de Fillon dont le programme ultralibéral (et les affaires, dans une moindre mesure) ne pouvaient que susciter le rejet d'une majorité de la population. La manœuvre En Marche visait à détacher une aile libérale (et prête à tout pour des postes), ce qui a fonctionné avec l'arrivée d'Édouard Philippe et de Bruno Lemaire au gouvernement. Désormais, la droite va servir de force d'appoint en cas de problème sur certains votes à l'Assemblée, voire même à rien du tout si Macron parvient à maintenir une cohésion parmi son assemblage de députés. Les Républicains gardent néanmoins un ancrage dans la société plus important que LREM et un réservoir de voix qui les a fait moins reculer que le PS.

– VIII –

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL EN DIFFICULTÉ

Le Front National transformé en Rassemblement National et Marine Le Pen avaient prétendu être la première force d'opposition à Macron. Mais la campagne de Mélenchon avait retiré à Le Pen le monopole qu'elle prétendait détenir sur les milieux populaires (travailleurs, chômeurs etc.). Dans les villes, no-

tamment ouvrières, le recul du FN était net et il a été largement confirmé lors des législatives. En résultats globaux, le FN recule très fortement, passant à 2 millions 990 000 voix quand il en avait 7 millions 660 000 au premier tour de la présidentielle, et 3 millions 528 000 aux législatives de 2012.

Comme nous l'analysions le Front National a été incapable de fédérer plus longtemps les courants d'extrême droite après la présidentielle. La stratégie d'institutionnalisation de Le Pen n'a pas marché. Certains sont allés vers les identitaires ou des groupuscules fascistes mais Philippot est aussi parti en créant « les patriotes » sous un discours plus gaulliste. Le Rassemblement National est également concurrencé par Debout la France, le parti de Dupont-Aignan qui a progressé aux dernières élections. L'extrême droite en général n'est pas à en phase avec le mouvement des gilets jaunes qui a des revendications sociales et Le Pen l'a encore montré en se déclarant opposée à une hausse du SMIC pendant le mouvement. Mais électoralement, on n'en a pas fini pour autant avec le RN qui reste un possible débouché électoral dévoyé à la colère en l'absence de mouvement de lutte de masse

– IX –

VOTONS FRANCE INSOUMISE AUX EUROPÉENNES

Les élections européennes vont être un moyen de sanctionner Macron et de rejeter l'Europe des capitalistes donc seront un moment politique important. Par contre, l'abstention risque d'être très élevée comme d'habitude car la plupart des gens ne croit plus que leur vote va changer quoi que ce soit. Et on peut le comprendre quand on nous a imposé des traités qu'on avait refusé.

La stratégie de Macron de prendre les voix à droite par sa politique libérale répressive et de taper sur la FI semble marcher auprès des couches sociales qui en ont marre du désordre et vont voter si l'on en croit les sondages. Le RN risque de faire encore de gros scores aux élections européennes car il paraît plus anti-UE que d'autres partis y compris à gauche et va continuer de s'en servir pour diffuser son discours raciste. Les élections sont pour nous une tribune et il est plus encourageant pour les travailleurs d'avoir des partis qui les défendent faisant de bon score que non.

Notre appel au vote se dirige néanmoins pour la FI qui reste la principale opposition à Macron. La liste des candidats est un bon appui: plus d'un quart de la liste sont des ouvrier-e-s et des employé-e-s, 60 % des candidat-e-s sont syndiqué-e-s et environ la même proportion milite dans au moins une association. C'est aussi une liste internationaliste car en lien avec d'autres partis de la gauche de la gauche européenne. Il y a de très bons points d'appui pour les militants anticapitalistes : harmoniser vers le haut les salaires, baisser le temps de travail, élaborer un plan européen de construction de logements sociaux, promouvoir les services publics, planifier une transition énergétique pour sortir du nucléaire et des énergies fossiles, défendre la gratuité et l'accessibilité à l'IVG, en finir avec Frontex et faciliter l'accès des exilés à un titre de séjour, etc. Malheureusement il est regrettable que le programme n'ait pas été proposé au débat collectif, en invitant les groupes d'action à en discuter et à s'impliquer dans sa construction. Cela aurait permis de stimuler les discussions politiques et la

formation qui sont bien souvent insuffisantes et de donner une véritable fonction politique aux groupes d'action.

C'est également positif qu'il soit mis en avant le fait de devoir sortir des traités européens, sans tendre vers un repli nationaliste mais en proposant une liste internationale pour une Europe des peuples. Il manque des éléments comme la mise en propriété publique de l'ensemble de secteurs comme les banques ou l'énergie, indispensable pour mener une politique qui permette de rompre avec la dictature du profit.

Il ne s'agit pas de réformer une UE qui ne sert que la loi des banques et des multinationales, ni de penser que c'est l'UE qui décide. Ce sont bien les gouvernements, avant tout français et allemands, qui ont ainsi une sorte de grand cabinet de concertation des attaques antisociales. Et dès qu'il y a une lutte ou une campagne politique contre l'UE, on sort le démon de l'euro-scepticisme comme le mal absolu.

Toute politique défend un contenu de classe, soit en faveur des capitalistes soit des travailleurs. Être pour une sortie de l'UE, ou contre celle-ci, sans préciser quelle politique sociale on mènerait, ce n'est en fait que défendre une partie des capitalistes, pas les travailleurs et la majorité de la population.

À l'opposé, nous sommes réellement contre l'UE, pour se débarrasser de cette « institution » au service des banques et des multinationales, pour une Europe sociale, fraternelle, où les services publics sont restaurés et au service de toutes et tous. Une telle Europe émanera de la lutte commune des travailleur-se-s, des jeunes, au delà des frontières, pour construire ensemble une Europe réellement démocratique, une Europe socialiste !

– X –

MACRON VA CONTINUER SES ATTAQUES, IL FAUT LE DÉGAGER !

Malgré le départ de nombreux ministres depuis le début du quinquennat, le scandale Benalla qui continue, son impopularité et le mouvement des gilets jaunes, Macron est toujours là car il a la bourgeoisie derrière lui, et il ne partira pas tout seul. Il a les mains libres car l'opposition à sa politique n'est pas assez structurée ni puissante. D'ailleurs il continue avec les attaques sur l'assurance chômage. Le prochain projet de loi prévoit le contrôle par l'État des allocations et encore des sanctions pour ceux présumés qui ne chercheraient pas assez, alors qu'il n'y a pas d'emploi.

En plus il veut aussi s'attaquer à sa réforme des retraites pour casser le système par répartition et instaurer un système par point qui permettra de les diminuer et de modifier l'âge de départ avec des bonus/malus. Il a dû reporter d'un mois le début des discussions avec le mouvement des gilets jaunes, craignant une mobilisation aux côtés des syndicats. Cela est toujours possible et la question des retraites a toujours été une question mobilisatrice parmi les travailleurs. Les syndicats doivent sortir des négociations. Il est urgent de préparer la lutte et construire le rapport de force pour ne pas laisser passer ses attaques et stopper Macron.

Nous sommes pour le retour à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisations et une retraite à 70 % du salaire. Aucune retraite en dessous du SMIC.

La période va continuer d'être très agitée, il a des éléments d'une situation révolutionnaire rappelant les années 30 avec une crise du capitalisme, de la bourgeoisie et de ses représentants au pouvoir. Mais le mouvement ouvrier est beaucoup moins organisé et la conscience socialiste et même de classe est beaucoup plus faible. La façon dont la colère des gilets jaunes déborde et leur revendications demandant ni plus ni moins de pouvoir vivre décemment et de reprendre un contrôle sur les décisions politiques peut aussi rappeler 1788 avant la révolution française.

La brèche ouverte pour contester la politique de Macron, n'est pas prête de se refermer car beaucoup de travailleurs ne veulent plus se laisser faire et ne voient pas Macron finir son quinquennat. La revendication principale des gilets jaunes au début était Macron démission. Cela pose derrière la question du pouvoir car qui mettre à la place et reste on dans le cadre du système actuel ? Si l'on veut y arriver il faut que la classe ouvrière se mette en action dans les entreprises et que les gilets jaunes qui pour beaucoup en font partie s'y greffent jusqu'à dégager Macron en construisant la lutte, voire la grève générale pour y parvenir. C'est la classe ouvrière qui a le plus intérêt à un autre système que le capitalisme : le socialisme qui en finira avec l'exploitation des capitalistes, donnera à

chacun ce qu'il a besoin et organisera une réelle démocratie.

Le pouvoir devra être garanti par un gouvernement ouvrier avec des représentants des travailleurs élus et révocables issus des mobilisations. Au moyen de comités élus dans les quartiers, les entreprises, les lieux d'étude, avec des délégués révocable. Ces comités formeraient la base du nouveau pouvoir, fédéré localement, régionalement, et nationalement, permettant à la fois la planification démocratique de l'économie en fonction des besoins et des ressources, et en lien avec les décisions politiques prises par ces mêmes comités.

Un tel gouvernement appliquerait les revendications des luttes et romprait enfin avec la loi du profit. Tout d'abord, il renationaliserait les anciens services publics, mettrait en propriété publique tout le secteur financier et de l'énergie, de même que toutes les multinationales et grandes entreprises, sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs et de la population. Il rendrait la santé, les transports et l'éducation vraiment gratuits. Les moyens ainsi dégagés permettraient de financer des centaines de milliers d'emplois dans les secteurs qui en ont besoin et enclencherait une vraie transition écologique. Il augmenterait les salaires et les retraites, donnerait un logement à tous...

POUR NOUS CONTACTER OU NOUS REJOINDRE

grcontact@hotmail.com

06.81.17.68.44

facebook.com/gaucherevolutionnairecio - twitter.com/GaucheRevo

LISEZ L'ÉGALITÉ, LE JOURNAL DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

LA SECTION FRANÇAISE DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE (C.I.O.)



RETROUVEZ ÉGALEMENT NOS ANALYSES SUR NOTRE SITE
WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR



JE SOUHAITE M'ABONNER AU JOURNAL L'ÉGALITÉ

- ABONNEMENT FRANCE, 1AN > TARIF NORMAL 10 €
- ABONNEMENT FRANCE, 1AN > TARIF SOUTIEN 20 €
- ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1AN 30 €

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- RECEVOIR LA NEWSLETTER
- RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

MES COORDONNÉES

NOM / PRÉNOM : _____
 ADRESSE POSTALE : _____
 ADRESSE MAIL : _____
 TÉLÉPHONE : _____

REMETTEZ CE COUPON À UN-E MILITANT-E !

Sinon, retournez à : Les amis de l'Égalité, 82, rue Jeanne d'Arc, Centre 166, 76000 Rouen // ou par mail à : grcontact@hotmail.com